

LE TERROIR EN QUÊTE DE DÉMOCRATIE

Les numéros par pays plaisent davantage aux lecteurs de Politique africaine qu'aux chercheurs (essentiellement européens) engagés au sein de l'ACPA (Association des chercheurs en politique africaine), qui les considèrent comme intellectuellement peu attrayants. Il n'est pas certain que les communautés scientifiques des pays africains concernés partagent sans réserve cette appréciation.

En ce qui concerne le Bénin (et d'autres pays africains), il nous semble qu'un numéro-pays revêt une signification particulière. Alors que les sciences sociales au Bénin sortent progressivement de leur torpeur pour de nouveau se faire remarquer, et qu'une partie au moins des chercheurs béninois en sciences sociales, surtout les jeunes, se consacre à nouveau à la recherche, un dossier comme celui-ci peut — nous l'espérons — contribuer à motiver et à renforcer la dynamique en matière de politique de recherche qui se profile lentement.

Réunir dans un même dossier différentes contributions dont la référence commune est le pays traité n'exclut absolument pas que chacune d'entre elles puisse offrir une riche substance théorique et s'inscrire dans des débats scientifiques de portée plus générale. Lors de la préparation de ce numéro, nous nous sommes efforcés d'échapper à la tentation encyclopédique et avons préféré solliciter des contributions ayant pour objet le politique au sens large du terme. Soucieux de ne pas déborder encore plus les limites de l'espace qui nous est attribué, mais aussi pour la raison banale qu'il n'était pas toujours possible de trouver l'auteur adéquat, certains domaines importants n'ont pas pu être pris en considération ou ont été seulement effleurés : en particulier la configuration actuelle de la société civile, la presse (1), le rôle politique de l'armée,

(1) En ce qui concerne la presse et les autres médias, cf. M.-S. Frère, Pluralisme médiatique au Bénin : l'heure des désillusions ?, *Politique africaine*, 57, mars 1995,

pp. 142-148 et Th. Vittin, « Crise, renouveau démocratique et mutations du paysage médiatique au Bénin », *Afrique 2000*, 9, mai 1982, pp. 37-57.

la situation économique, le fait « rentier », les défis de l'économie informelle, etc. (2), les relations du Bénin avec l'extérieur, notamment avec la France, la politique en matière d'éducation et de recherches.

Par ailleurs, ce dossier présente un fort tropisme rural : une grande partie des contributions, y compris celles qui ont explicitement pour thème l'arène politique nationale (comme celle de Bako-Arifari), traitent en détail de la politique locale en milieu rural et de ses relations avec les dynamiques politiques nationales. Ce choix a sûrement aussi à voir avec la discipline d'une majorité des auteurs retenus et des deux copilotes.

Les auteurs du présent numéro se saisissent d'une problématique constitutive du programme originel des pères fondateurs de Politique africaine : la politique « par le bas » par laquelle on entend une large gamme de dynamiques, stratégies et formes d'expression politiques qui se situent hors de l'espace étatique mais qui exercent des effets essentiels sur la « haute » politique et sur les processus de formation de l'État. On a souvent fait remarquer que les textes fondateurs de la problématique avaient rencontré un grand écho dans la conception des programmes de recherche mais que, dans une large mesure, la concrétisation empirique tarde à venir quinze ans plus tard. Les responsabilités en la matière ont donné lieu à des interprétations diverses (3). Il nous semble qu'une raison essentielle de l'imprécision de la notion de « politique par le bas » réside dans le fait qu'elle constitue typiquement une catégorie résiduelle, ancrée de surcroît dans une façon de voir urbaine. Symptomatique de cet angle d'attaque étroit est l'intéressante réflexion qu'avance J.-F. Bayart (4) dans sa présentation d'une controverse avec J.-F. Médard : les différentes interprétations de la nature du politique au Cameroun pourraient s'expliquer de façon plausible par des perspectives topologiques elles-mêmes différentes, Médard ayant travaillé à Yaoundé et Bayart à Douala. La question qui surgit d'emblée est tout naturellement celle de savoir comment la politique au Cameroun serait représentée, regardée du village, selon une perspective rurale. C'est précisément cette question, appliquée au Bénin, que se posent plusieurs des auteurs réunis ici et dont les enquêtes se fondent de manière caractéristique sur des méthodes d'investigation essentiellement empruntées à l'anthropologie sociale. L'objet des enquêtes est le « niveau mezzo », à savoir le lieu où les présentations hégémoniques de l'État central sont médiatisées et où une logique politique, dont les notions d'étaticité et de droit constituent les déterminants, rejoint « à la base » les logiques politiques locales.

(2) Voir à ce sujet les travaux de J. Igué, notamment *L'État entrepôt au Bénin : commerce informel ou solution à la crise ?*, Paris, Karthala, 1992, 210 p.

(3) P. Geschiere, « La politique en Afrique : le haut, le bas et le vertige », *Politique africaine*, 39, septembre 1990, pp. 155-160, R. Buijtenhuijs, « Les hauts et les bas du

politique par le bas », *Politique africaine*, 46, juin 1992, pp. 150-153.

(4) J.-F. Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire. Question des méthodes », in : J.-F. Bayart, A. Mbembe, C. Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire. Contributions à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, p. 31.

En d'autres termes, les recherches sur le « politique par le bas » gagneraient en force à conjuguer plus solidement les acquis de deux traditions scientifiques : les recherches en anthropologie politique de l'anthropologie sociale britannique qui a, sous l'influence de « l'école de Manchester », construit la notion de « politique à l'échelon local » (*local-level politics*) (5) et la recherche historique sur les processus de formation de l'État, d'ancrage local de la souveraineté étatique nationale et de ses transformations sous la pression des dynamiques micro-politiques locales en Afrique (6). Dans ces deux traditions scientifiques, la notion de « médiation », qui d'après Bayart (7) entretient un lien nécessaire avec celle de « politique par le bas », joue un rôle axial. Au niveau local, l'État central depuis ses origines coloniales est dépendant du travail de médiation des courtiers politiques. De la mise en perspective historique des relations entre État et courtiers se dégage une impression de mouvement de pendule : depuis les premiers pas de la colonisation, à des tentatives plus ou moins affirmées d'ancrage de la domination de l'État au sein de la société civile ont succédé des phases de repli de l'État, processus d'« étatisation » et « désétatisation » qui n'est pas en dernier lieu influencé par les formes changeantes que prennent les liens entre les sociétés africaines et l'extérieur et qui par ailleurs ne suit pas les étapes de périodisation usuelle de l'histoire politique du Bénin. Vu sous cet angle, la période du régime marxiste-léniniste de Kérékou, par exemple, apparaît comme un projet (8) d'élimination des instances intermédiaires du pouvoir au profit d'un ancrage direct de la domination étatique au sein des communautés villageoises et d'une mainmise plus ferme et plus systématique sur la production paysanne, et ce, comme nous le rappelle Pierre-Yves Le Meur, au sein d'une tradition historique remontant à la politique agricole précoloniale des rois d'Abomey.

Les processus actuels de démocratisation politique d'une part, et de libéralisation économique d'autre part (qui pour une large part se font

(5) Les études de l'école de Manchester ont clairement soutenu une vision plutôt non structuraliste et une approche centrée sur les acteurs, vis-à-vis de laquelle Bayart aussi reconnaît sa dette. Cf. M.-J. Swartz (éd.), *Local-level Politics*, Chicago, 1968.

(6) Cf. les études de G. Spittler (*Verwaltung in einem afrikanischen Bauernstaat. Das koloniale Französisch-Westafrika 1919-1939*, Wiesbaden, Steiner 1981), Georg Elwert (*Bauern und Staat in Westafrika. Die Verflechtung sozioökonomischer Sektoren am Beispiel Bénin*, Frankfurt, Campus, 1983) et récemment Trutz von Trotha (*Koloniale Herrschaft. Zur soziologischen Theorie der Staatsentstehung am Beispiel des « Schutzgebietes Togo »*, Tübingen, Mohr 1994). Recherches qui de leur côté ont été stimulées en Europe par des étu-

des analogues sur les processus de formation de l'État. Voir par exemple Tilly, *The Formation of National States in Western Europe*, Princeton University Press, 1975, et pour deux études consacrées à « L'État local » au XIX^e siècle, M. Agulhon (*La république au village, les populations du Var de la révolution à la II^e République*, Paris, Seuil, 1979).

(7) *Op. cit.*, p. 12 et J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

(8) Et justement comme simple objet et non comme Godin, (*Bénin 1972-1982. La logique de l'État africain*, Paris, L'Harmattan, 1986), et d'une certaine façon Elwert, *op. cit.*, également le présentent, à savoir comme fait accompli.

sous la pression extérieure), semblent montrer que ce projet a provisoirement échoué. L'extension impressionnante (9) de l'appareil étatique depuis l'indépendance n'a en aucun cas permis de consolider l'hégémonie de l'État central sur les arènes politiques locales. Elle a plutôt tissé, au sein de la société rurale béninoise, une trame d'institutions dont les ramifications englobent l'administration territoriale, les « forces de sécurité » (armée, gendarmerie, police, etc.), l'administration agricole et les services de l'État en matière de santé et d'éducation, qui sont devenus des acteurs importants des arènes politiques locales. Ces dernières sont le théâtre au Bénin d'une dynamique (10) extraordinairement intense. Elles constituent le champ au sein duquel la logique bureaucratique de l'État central se confronte à d'autres logiques d'action politique et aux modèles locaux du politique, de la domination et du pouvoir. Elles sont caractérisées par une situation de « polycéphalie », faite de centres de pouvoirs concurrents et/ou alliés auxquels appartiennent au Bénin non seulement les différents chefs de village mais aussi au Sud du pays les chefs du culte vodun. Les lignes de conflits et de coalition qui en résultent ne se superposent pas à une frontière « État » et « société civile » : les différents représentants de l'État peuvent également participer au jeu et ce de manière conflictuelle ; la société paysanne ne constitue pas un contrepoids homogène vis-à-vis de l'État. Elle peut ainsi par exemple saluer la répression du régime Kérékou contre les chefs du culte vodun (K. Elwert-Kretschmer). Aucun de ces pôles de pouvoir n'est en mesure d'imposer des règles du jeu valables pour tous dans le débat politique. La caractéristique fondamentale de la politique locale s'avère être « le flou dans les règles du jeu » (Le Meur) ; le débat politique porte justement et essentiellement sur un accord quant aux règles du jeu, chacun imposant si possible ses propres règles aux autres partenaires — par exemple dans les discussions relatives aux différents modes de scrutin au cours desquelles, ainsi que le montrent Rijnierse et Gbessémèhlan, les populations rurales, en fins stratégies du vote utile, sont en mesure de prendre en compte dans leurs calculs politiques personnels des implications politiques complexes des différentes procédures de vote.

Malgré l'extrême extraversion, au sens de Bayart, du fait politique au Bénin, la réhabilitation effectuée par Banégas du rôle et de la signification des acteurs intérieurs pour la compréhension de la pré-histoire de la démocratisation n'est paradoxale qu'en apparence ; Bako-Arifari nous montre l'importance croissante, depuis environ la seconde moitié des années 1980, des associations de développement qui sont devenues des espaces politiques névralgiques (quasiment officiellement légi-

(9) Si l'on considère ne serait-ce que l'évolution numérique de l'effectif des fonctionnaires entre 1960 et 1989 qui est passé d'environ 2 500 à plus de 47 000.

(10) Fait qui nous a frappé lors des

recherches consacrées aux conséquences socio-politiques de la démocratisation en milieu rural au Bénin. Cf. T. Bierschenk, M. Lévy et J.-P. Olivier de Sardan, *Pouvoirs locaux, démocratie et État au Bénin*, 1996 (à paraître).

timés lors de la tenue de la Conférence nationale) pour l'élaboration d'alternatives politiques au régime en place, ayant bénéficié de la conjoncture internationale de décentralisation de l'aide au développement. Badet et Tall nous donnent à voir à quel point les formes expérimentales d'expression, notamment dans les arts plastiques et la littérature, où trouvait à se manifester la critique du régime vers la fin des années quatre-vingt, étaient dépendantes d'un « détour par l'Europe » (concrètement : l'aide accordée aux artistes locaux par des institutions étrangères telles que le Centre culturel français).

Un moment central de l'extraversion politique et sociale du Bénin s'avère être l'esprit rentier de sa classe politique. L'État béninois, ainsi que différents auteurs l'ont montré, se présente fondamentalement sous les traits d'un État rentier qui se nourrit des miettes du commerce international et des transferts financiers de l'aide au développement. La crise de la fin des années 1980 a clairement mis à jour que le modèle de développement fondé sur les rentes était parvenu à ses limites. Le Renouveau démocratique n'a pas constitué à cet égard une rupture profonde, contrairement à ce qu'affirmait la classe politique, tout en exigeant de l'étranger des « primes pour la démocratie ». A aucun moment, comme nous le rappelle fort à propos Gbégnonvi, la classe politique béninoise ne s'est saisie de l'opportunité du Renouveau démocratique pour réfléchir en profondeur sur des options en matière de développement et des projets de société alternatifs. La presse libre béninoise ne pose — et ne se pose — en règle générale pas plus ces questions. Nous n'avons certes pas la prétention de répondre à travers ce dossier à l'interrogation concernant un projet de société viable pour le Bénin. Il peut toutefois, à travers les éléments qu'il apporte, aider à ce que les bonnes questions soient posées.

T. B. et R. M.

Dossier thématique établi par Thomas Bierschenk (Université de Hohenheim, Stuttgart) et Roch Mongbo (Université nationale du Bénin)